



**REGLEMENT N° 005/2015/BCC/DSBR**

**RELATIF A LA CLASSIFICATION ET AU PROVISIONNEMENT DES  
CREANCES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, EN APPLICATION A LA  
LOI 13-003/AU.**

-----  
Vu la loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7 ;

Vu la loi 13-003/AU du 12 juin 2013 portant réglementation des activités des Institutions Financières, en ses articles 26, 29, 46 et 103 ;

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la loi 12-011/AU du 28 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

**LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES**

**Fixe les règles de classification et de provisionnement des créances des établissements de crédit définis à l'article 3 de la loi 13-003/AU.**

**Article 1<sup>er</sup>**

Au sens du présent règlement, on entend par « créances » l'ensemble des engagements inscrits au bilan et en hors bilan détenus par un établissement de crédit sur une contrepartie, notamment sous forme :

- de crédits par caisse ou d'avances en compte, quels qu'en soient la nature, la forme et le terme ;
- de crédit-bail mobilier ou immobilier ;
- d'engagements par signature donnés de manière irrévocable (tels que les cautions, avals, engagements de financement, etc.) en faveur de la contrepartie ;
- de titres de créances émis par la contrepartie et détenus par l'établissement de crédit ;
- de créances interbancaires ou de titres de dettes.

Les créances sont constituées du capital échu, du capital restant dû, des intérêts échus comptabilisés ainsi que des intérêts courus et non échus et les engagements de hors-bilan.

## Article 2

Les établissements de crédit doivent distinguer dans leur comptabilité leurs créances en encours sains, impayés, douteux et douteux compromis ou irrécouvrables. Le classement des créances dans les catégories appropriées est effectué indépendamment des garanties dont elles sont couvertes.

## Article 3

Sont considérées comme des créances saines, les créances dont le remboursement intégral du principal et/ou des intérêts s'effectue conformément aux dispositions contractuelles et qui sont détenues sur des contreparties dont la capacité à honorer l'intégralité de leurs engagements actuels et futurs ne soulève aucun motif d'inquiétude (situation financière solide, actionnariat de qualité, situation et perspectives satisfaisantes du secteur d'activité, etc.) de la part de l'établissement de crédit.

Sont également considérées comme des créances saines, les valeurs escomptées et non échues (effets commerciaux, mobilisations de créances sur l'étranger, etc.), acceptées par le tiré et dont la bonne fin ne soulève aucun motif d'inquiétude.

## Article 4

L'ensemble des engagements inscrits au bilan et en hors bilan cités ci-dessous détenus par un établissement de crédit sur une contrepartie, sont considérées comme :

1. Créances impayées lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période inférieure à 90 jours après la date d'échéance contractuelle ;
2. Créances douteuses lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période supérieure à 90 jours après la date d'échéance contractuelle ;
3. Créances douteuses compromises ou irrécouvrables lorsqu'une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, pendant une période supérieure à 360 jours (1 an) après la date d'échéance contractuelle ;

Les créances visées aux alinéas 1 à 3 ci-dessus sont :

4. les encours de crédits assortis ou non d'un plan d'amortissement et n'ayant pas fait objet d'une prorogation ou d'un renouvellement des conditions mais dont une ou plusieurs échéances sont impayées, en totalité ou en partie, les dépassements par rapport aux limites de crédit autorisées (tant en termes de durée de validité que de montant) sous forme de découvert ou d'avances en compte courant, les soldes débiteurs des comptes courants gelés dont le délai d'apurement, calculé selon la formule (solde débiteur x 90) / somme des mouvements créditeurs enregistrés au cours dudit trimestre).

Un compte courant est dit gelé lorsque, fonctionnant en situation débitrice, il n'a pas enregistré, au cours d'un trimestre, des versements couvrant au moins les intérêts et commissions dus au titre dudit trimestre.





5. les titres de créances émis par la contrepartie dont le remboursement, du principal et/ou des intérêts, les encours de crédits-bails mobiliers ou immobiliers qui n'ont pas fait objet d'une prorogation ou d'un renouvellement des conditions, dont des loyers demeurent impayés;
6. les créances sur des contreparties qui, nonobstant tout impayé, soulèvent des motifs d'inquiétude quant à leur capacité actuelle et/ou future à rembourser leurs engagements conformément aux dispositions contractuelles. Les motifs de cette inquiétude peuvent être liés à la survenance d'événements internes et/ou externes tels que notamment:
  - la tendance à la détérioration de la situation financière de la contrepartie ;
  - les difficultés au niveau du secteur d'activité de la contrepartie ;
  - la tendance baissière de la valeur de marché des titres émis par la contrepartie, non justifiée par le niveau général des taux d'intérêt;
  - les indices de dépréciation des garanties reçues en couverture de la créance, etc.
7. Sont également classées comme des créances impayées, les engagements par signature irrévocables données en faveur de contreparties dont la situation financière soulève des motifs d'inquiétude.

Les critères prévus par le présent règlement pour la classification des créances dans l'une ou l'autre des catégories de créances impayées, douteuses et douteuses compromises constituent des critères minima. Les établissements de crédit peuvent classer leurs créances dans une catégorie inférieure, s'ils l'estime nécessaire au vu des informations dont ils disposent

## **Article 5**

Le classement en encours douteux peut être abandonné lorsque le risque sur la contrepartie au sens de l'alinéa 6 de l'article 4 est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, la créance est portée à nouveau en encours sain.

## **Article 6**

Le classement d'une créance dans la catégorie douteux entraîne par contagion, nonobstant l'existence de garantie ou caution, un classement identique dans cette catégorie de la totalité des créances détenues sur la contrepartie concernée et les personnes qui lui sont liées telles que définies dans le règlement sur la division des risques et les grands risques.

Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas nécessairement par contagion le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

## **Article 7**

Un établissement de crédit peut convenir de nouvelles modalités de remboursement avec une contrepartie.



Le rééchelonnement ou la restructuration de la créance peut intervenir sous réserve d'une décision de l'organe compétent de l'établissement de crédit, lorsque l'opération de restructuration se justifie pour des considérations liées à la situation financière de la contrepartie ou à des difficultés au niveau de son secteur d'activité.

### **Article 8**

Les créances rééchelonnées ou restructurées doivent demeurer dans la catégorie où elles se trouvaient avant le rééchelonnement ou la restructuration pendant une période d'observation de 90 jours. Elles sont reclassées dans :

- la catégorie des créances saines, lorsque le remboursement s'effectue, durant la période d'observation, conformément aux nouvelles dispositions convenues ;
- la catégorie de risque de qualité inférieure à celle d'origine avant le rééchelonnement ou la restructuration, lorsqu'elles enregistrent un incident de paiement durant la période d'observation.

Lors de la restructuration d'un crédit, tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, doit être comptabilisé en pertes.

### **Article 9**

La Banque Centrale peut exiger de reclasser, dans une catégorie inférieure, les encours de crédits par décaissement et/ou par signature consentis à une contrepartie donnée et de procéder à la constitution des provisions appropriées, lorsqu'elle l'estime nécessaire.

### **Article 10**

Les établissements de crédit doivent constituer des provisions couvrant l'encours global de ces créances douteuses et douteuses compromises.

La perte probable sur un encours de crédit, douteux et douteux compromis est comptabilisée au bilan au moyen d'une dépréciation enregistrée en déduction de cet encours. La perte probable relative à un engagement hors bilan déclassé en douteux doit être prise en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Article 11**

Les provisions constituées relatives aux créances rééchelonnées ou restructurées ne peuvent être reprises que lorsque ces créances sont reclassées dans la catégorie des créances saines, conformément aux dispositions de l'article 10 précédent.

Les reprises de provisions sur créances douteuses passées en perte doivent être motivés et approuvés par les commissaires aux comptes avec obligation d'information à la Banque Centrale à chaque fin d'année et avant approbation des comptes par les organes sociaux.

### **Article 12**

Les provisions constituées par les établissements de crédit doivent couvrir leurs créances, douteuses et douteuses compromises à hauteur des niveaux minima fixés ci-après :



Taux de provision minima	
créances douteuses entre 90 et 180 jours	10%
créances douteuses entre 180 et 360 jours	40%
créances douteuses compromises entre 360 et 720 jours	50%
Créances douteuses compromises entre 720 et 1080 jours	80 %
Créances douteuses compromises supérieur à 1080 jours	100%

Ces taux de provisions peuvent être ajustés par les établissements de crédit ou par la Banque Centrale en fonction de l'analyse du risque de chaque concours.

### **Article 13**

Le calcul des provisions s'effectue sur la base du total des encours de chaque catégorie de créances, déduction faite des garanties éligibles énumérées ci-dessous, dans la limite des quotités fixées ci-après :

#### **Garanties déductibles à hauteur de 100% de leur valeur :**

- le nantissement de titres émis par l'Etat et les garanties reçues de l'Etat ;
- le nantissement de titres de créances émis par la Banque Centrale.
- le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans la même devise que les créances qu'elles garantissent ;
- le nantissement de certificats de dépôts ou de titres assimilés émis par l'établissement de crédit et déposés auprès de lui-même ;

#### **Garanties déductibles à hauteur de 80% de leur valeur :**

- le nantissement de dépôts et de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans une devise autre que celle des créances qu'elles garantissent ;
- les contre garanties bancaires émanant d'institutions financières internationales de coopération ou de Banques régionales de développement.
- sous réserve de l'acceptation de la Banque Centrale, les contre garanties bancaires à première demande émanant d'un établissement de crédit agréé en Union des Comores ou d'un établissement de crédit étranger.

#### **Garanties déductibles à hauteur de 65% de leur valeur :**

- la valeur de marché de l'or déposé en garantie.
- les garanties données par les intermédiaires financiers.

#### **Garanties déductibles à hauteur de 30% de leur valeur :**

- les hypothèques de premier rang sur un terrain libre de toute occupation ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble résidentiel qui sera occupé ou donné en location par la contrepartie ;
- les hypothèques de premier rang sur un immeuble destiné entièrement aux activités productives.
- les garanties reçues des administrations territoriales et les collectivités locales comoriennes.

#### **Article 14**

Pour être éligibles et déductibles, les garanties prévues à l'article 13 du présent règlement doivent :

- être formalisées par un écrit établi et enregistré dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- avoir une échéance au moins égale à celle du crédit couvert ;
- être mobilisables dans les conditions prévues par la législation ;
- être valorisée par une expertise ;

#### **Article 15**

Les intérêts non réglés sur les créances douteuses ne peuvent être comptabilisés parmi les produits que lorsqu'ils sont effectivement encaissés.

Lorsqu'ils sont portés au crédit du compte résultat, ils doivent être obligatoirement provisionnés à due concurrence.

S'il est procédé à une provision globale couvrant le capital, les intérêts courus et les intérêts échus, cette dernière doit être au moins égale aux intérêts portés dans le compte de résultat.

#### **Article 16**

Les établissements de crédit doivent sortir de leur bilan les créances douteuses compromises intégralement provisionnées qui sont considérées comme irrécouvrables. Cependant, ils doivent assurer un suivi extracomptable de ces créances.

La sortie du bilan de ces créances s'effectue selon les conditions suivantes :

- Pour les créances douteuses compromises inférieures ou égale cent millions de francs comoriens (100 millions KMF), la sortie du bilan intervient une année au plus tard après leur inscription dans la catégorie des créances douteuses compromises.
- Pour les créances douteuses supérieures ou égale cent millions de francs comoriens (100 millions KMF), la sortie du bilan intervient deux années au plus tard après leur inscription dans la catégorie des créances douteuses compromises.

L'approbation préalable de la Banque Centrale est requise pour toute radiation de créances détenues sur des contreparties apparentées à l'établissement de crédit.

Les établissements de crédit adressent annuellement à la Banque Centrale, un reporting détaillant l'évolution des créances sorties du bilan et l'état de leur recouvrement ainsi que celle des créances définitivement abandonnées.

#### **Article 17**

Pour les dossiers classés en douteux et provisionnés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, les établissements de crédit disposent d'un délai de 3 ans pour se conformer aux dispositions du présent règlement.

#### **Article 18**

Les établissements de crédit doivent déclarer à la Banque Centrale semestriellement l'encours global de leurs créances rééchelonnées, restructurées, douteuses et douteuses compromises, ainsi que les provisions y afférentes selon les modèles en annexe.

En outre, les crédits rééchelonnés ou restructurés doivent être revus par les commissaires aux comptes et doivent faire l'objet d'un commentaire spécifique dans le rapport d'audit des comptes portant notamment sur l'identité des clients, les montants et les conditions.

### **Article 19**

Le présent règlement annule et remplace l'instruction n°014/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.



Moroni, le 28 Janvier 2015

**Mzé Abdou Mohamed Chanfiou**



ETAT DECLARATIF DES CREANCES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

(Déclaration semestrielle)

(Article 18 du Règlement N° 005 /2015/BCC/DSBR)

Etablissement déclarant :

Situation arrêtée au :

Classifications	Nombre de dossiers	Encours restant dû (Capital + Intérêts échus + Intérêts courus non échus)	Provisions	Valeur totale des garanties prises
CREANCES RECHELONNEES				
CREANCES RESTRUCTUREES				
CREANCES DOUTEUSES (90 - 180)				
CREANCES DOUTEUSES (180 - 360)				
CREANCES DOUTEUSES (360 - 720)				
CREANCES DOUTEUSES (720 - 1080)				

DATE ET VISA

